



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE
L'IMMOBILIER**

**SERVICE ACHAT INNOVATION LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS
BUREAU DES ACHATS IMMOBILIERS ET PRESTATIONS**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(CCTP)

**Relatif aux prestations de services d'assurances dans le cadre d'une
opération de construction et maintenance d'un ensemble immobilier du
ministère de l'intérieur**

LOT N° 1 : ASSURANCES - PHASE DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE

Le présent marché public a été passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

1	GENERALITES	3
2	PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION	3
3	TOUS RISQUES CHANTIER/MONTAGE ESSAIS.....	3
3.1	CONDITIONS GENERALES.....	3
3.2	CLAUDE D'ABANDON DE RECOURS.....	4
3.3	LE SOUSCRIPTEUR.....	4
3.4	LES ASSURES.....	4
3.5	LE CHANTIER.....	5
3.6	LES BIENS ASSURES	5
3.7	PERIODE D'ASSURANCES.....	5
3.8	EXCLUSIONS	6
3.9	MONTANT DES GARANTIES.....	9
3.10	FRANCHISE.....	10
4	GARANTIE DE « RESPONSABILITE CIVILE EN COURS DE CHANTIER ».....	10
4.1	ASSURES.....	10
4.2	BENEFICIAIRES.....	10
4.3	ÉTENDUE DE LA GARANTIE.....	10
4.4	PERIODE D'ASSURANCE	11
4.5	MONTANT DE LA GARANTIE.....	11
5	CONVENTIONS	11
5.1	ARRET DE CHANTIER.....	11
5.2	ABROGATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE.....	11
5.3	RECONSTITUTION DE GARANTIE	11
5.4	CLAUDE DES 72 HEURES.....	12
5.5	REGLEMENT DES SINISTRES	12

1 GENERALITES

Sauf mention contraire, le terme « Code », utilisé dans le présent document, fait référence au Code de la commande publique, adopté par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le sigle « MI », utilisé dans le présent document, désigne le ministère de l'Intérieur.

2 PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION

Situé à Saint-Denis (93) sur un site livré en VEFA en décembre 2025, le projet concerne le site dit « Universeine ».

Ce site s'inscrit au sud-ouest de la ZAC UNIVERSEINE, à l'angle formé par le Quai de Saint-Ouen et la rue dite des Frères Lumière, sur une surface au sol de 14 915 m².

Ce site est inclus dans le périmètre du Village des athlètes ; cet ensemble immobilier comprend 2 bâtiments neufs et 2 bâtiments réhabilités.

L'opération, objet de la présente consultation consiste en l'aménagement et la réaffectation pour l'usage des personnels du ministère de l'Intérieur d'un campus de bureaux d'une surface d'environ 46 000m² de surface de plancher :

- La Halle Maxwell : environ 13 000 m² réhabilités répartis sur 3 niveaux de superstructures (y compris rez-de-chaussée) et 1 niveau d'infrastructure ;
- Les corps de bâtiments B1A et B1B : environ 32 000 m² neufs répartis sur 9 niveaux de superstructures (y compris rez-de-chaussée et mezzanine du R+7), et 2 niveaux d'infrastructure ;
- Le pavillon Copernic : d'environ 820 m² réhabilités répartis sur 3 niveaux de superstructures (y compris rez-de-chaussée)

Le planning prévisionnel des travaux est de l'ordre de 10 mois pour un démarrage des travaux programmé au 01 janvier 2026.

Les principales informations relatives au projet sont communiquées en annexe du présent document.

3 TOUS RISQUES CHANTIER/MONTAGE ESSAIS

3.1 Conditions générales

Le contrat sera souscrit sous la forme dite « **Tous Risques Sauf** ».

Ainsi, les pertes ou dommages matériels aux biens assurés ne faisant pas l'objet d'une exclusion formelle sont couverts.

À compter de la notification au titulaire de l'ordre de service de démarrage des prestations, et ce jusqu'à la décision de réception des travaux (y compris pendant les essais), toutes pertes physique ou dommages matériels à l'ouvrage, équipements et aux matériaux destinés à devenir partie intégrante de la construction sont garantis, notamment à la suite d'incendie, de foudre, d'explosion, de dégâts des eaux, d'effondrements, d'accidents, de vols caractérisés, d'événements naturels, d'actes de malveillance, terrorisme, sabotage, d'erreurs de conception, de vices de matière, d'erreur de montage.

Sont également garantis après réception, et pendant la période de la garantie de maintenance visite toutes pertes physiques ou dommages matériels à l'ouvrage imputables aux assurés lorsqu'il reviennent sur le site pour exécuter dans le cadre de leurs obligations contractuelles, tous travaux de finitions, mise au point, rectification, réparation y compris levées de réserves à l'exclusion de :

- Des pertes ou dommages atteignant les biens assurés et résultant d'incendie, de la foudre ou d'une explosion, ainsi que ceux résultant des secours ou des mesures prises pour circonscrire ces évènements ;
- Des dommages à l'ouvrage relevant des articles 1792 et suivants du code civil ;
- Des dommages et risques liés à l'occupation des locaux, de l'exploitation des biens par le pouvoir adjudicateur ou toute autre personne.

3.2 Clause d'abandon de recours

L'assureur s'engage à renoncer à tout recours contre les intervenants à l'acte de construire, y compris le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les entreprises titulaires des lots, leurs sous-traitants et leurs assureurs, sauf en cas de faute intentionnelle ou dolosive.

Cette renonciation s'applique à l'ensemble des garanties souscrites dans le cadre du présent marché, notamment la TRC, la RC Chantier, et les garanties complémentaires.

L'assureur devra attester de cette renonciation dans l'attestation d'assurance remise à la notification du marché.

3.3 Le souscripteur

Ministère de l'Intérieur
Secrétariat général
 Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
 Direction du Projet Relocalisations et Universeine
 Place Beauvau – immeuble Lumière
 75800 PARIS cedex 08

3.4 Les assurés

Les différents assurés sont :

- Le souscripteur ;
- Le Maître d'ouvrage représentée par la Directrice du Projet Relocalisations et Universeine ;
- Les Maîtres d'œuvre notamment Architectes, BET, Ingénieurs, Techniciens ainsi que leurs sous-traitants ;
- Les entreprises et leurs sous-traitants ;
- Les bureaux de contrôle ;
- Les fournisseurs et les fabricants s'ils interviennent sur le chantier sur le site pour leurs propres prestations ;
- Les conseils, consultants, associés, **mandataires, préposés, des intervenants désignés ci-dessus ;**

D'une manière générale tout intervenant sur le chantier, **même non désigné dans la Police** ayant un lien contractuel pour la réalisation de l'Opération de construction.

3.5 Le chantier

Le périmètre d'intervention de l'opération correspond aux parcelles cadastrales BM 147, BM 115 et BM 148, en zone UP39 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Plaine Commune (PLUi) sur la commune de Saint-Denis (93200)

L'adresse du chantier est :

Travaux d'aménagement de bureaux Projet "Universeine"
19-21 Allée de Seine
93200 Saint-Denis

3.6 Les biens assurés

Les Travaux neufs

L'ouvrage, les équipements, les ouvrages provisoires pour autant qu'inclus dans l'assiette de prime exécutée en relation avec l'opération.

Par ouvrage, on entend la totalité des travaux :

- En ce compris les travaux préparatoires et auxiliaires de tous genres et natures ainsi que les matériels, les matériaux et fournitures incorporés ou destinés à être incorporés à l'ouvrage, plans, dessins et maquettes.
- Édifiés, construits, montés, fournis, installés, réparés, vérifiés ou de façon générale sur lesquels l'assuré intervient, que ces opérations soient achevées ou qu'elles soient en cours, en ce compris les contrôles et essais, de quelque nature qu'ils soient et quel que soit leur nombre,
- Sur le chantier y compris pendant déchargement sauf si celui-ci est effectué par le transporteur.

Les Existants

- Soit la propriété du Maître d'ouvrage au moment de la prise d'effet du contrat,
- Soit destinés à devenir leur propriété pendant la période de construction

Les installations de chantier

3.7 Période d'assurances

3.7.1 Période de garantie

La durée de garantie prend effet à compter de la notification au titulaire de l'ordre de service de démarrage. Les délais relatifs au présent lot courent dès la communication de l'ordre de service de démarrage communiqué par le MOA à l'assureur jusqu'à la date de réception dite prévisionnelle de l'ouvrage augmenté de la période relative à la garantie « maintenance visite ».

Les garanties d'assurances expirent conformément aux conditions relevant tant des conditions d'exécution du marché passé par le Maître de l'ouvrage auprès du Groupement Assureur du Marché de conception, construction et maintenance que des conditions relevant du code des Assurances.

Mises à disposition anticipées :

En cas de mises à disposition anticipées de zones de chantier à tous tiers (preneurs, locataires, utilisateurs...) pour la réalisation de leurs travaux et/ou de leurs aménagements, les biens assurés restent couverts, y compris pour les dommages d'incendie, foudre ou explosion, y compris pour les zones mises à disposition de manière anticipée et ce, jusqu'à la date de mise en service, réception ou prise de possession définitive par le Maître d'ouvrage.

3.7.2 Période de maintenance visite

Période commençant immédiatement après la fin de la période de la garantie principale et se terminant **12 mois** après cette date au cours de laquelle les effets de l'assurance se poursuivront pour les dommages causés aux biens assurés à l'occasion notamment du retour sur site des assurés pour procéder aux levées des réserves et aux réparations des désordres relevant de la garantie de parfait achèvement.

Si la période de construction était plus longue que prévue, la période de maintenance partirait de la date réelle de réception.

3.8 **Exclusions**

Les exclusions suivantes doivent être prises en compte dans le cadre du présent contrat.

3.8.1 Exclusions communes à l'ensemble des garanties :

Les pertes ou dommages occasionnés par la guerre civile ou étrangère ;

Les pertes ou dommages occasionnés par la désintégration du noyau atomique, c'est-à-dire les pertes ou dommages de toute nature résultant directement ou indirectement d'explosion de chaleur, d'irradiations, ou de contamination provenant d'une transmutation du noyau de l'atome et/ou de la radioactivité ou résultant directement ou indirectement de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules atomiques ;

=> Par dérogation partielle à ce qui précède, ne sont pas exclus les dommages causés par les sources de rayonnements ionisants utilisées ou destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dont l'assuré à la propriété, la garde ou l'usage et détenue dans un établissement non classé au sens de la loi (sources classées par la Cires : s1, s2 et I1, I2).

Les pertes ou dommages causés intentionnellement par les représentants légaux de l'assuré ou avec leur complicité ;

Les astreintes et pénalités de retard, qu'elles soient à la charge de l'assuré ou non ;

Les pertes découvertes à l'occasion d'un inventaire ;

Les pertes, vols, disparitions, destructions d'espèces monétaires, billets de banque, timbres, actes, reconnaissances de dettes, valeurs mobilières et chèques ;

Les frais d'injection supplémentaires même si en cours de travaux on découvre que ces travaux d'injection s'avèrent nécessaires, étant entendu que restent garantis les frais d'injection qui seraient la conséquence d'un dommage matériel garanti au titre du présent contrat ;

Les dommages subis par les biens assurés, occupés et/ou mis en exploitation avant réception sauf s'ils sont la conséquence directe des travaux en cours d'exécution et garantis au titre de la garantie aux existants.

Les dommages causés aux voiries et réseaux divers ayant pour origine le trafic des engins et véhicules destinés à la construction de l'ouvrage ;

Les frais de remplacement ou de réparation des pieux ou des éléments de parois :

- Qui se sont déplacés, désalignés ou coincés pendant leur mise en place ;
- Qui sont devenus inutilisables, abandonnés ou endommagés au cours du battage ou du retrait ;
- Qui ne sont plus utilisables du fait que l'appareil de forage ou la colonne d'exploitation sont restés coincés ou ont subis des dommages ;

- Les frais de réparation des palplanches disjointes ou mal jointes ; D'élimination des fuites ou des infiltrations de matériau de toute sorte ;
- De remplissage des espaces vides et de réparation des fuites de bentonite engagés du fait que les pieux ou les éléments de fondation n'ont pas résisté à l'essai de portance ou n'ont pas atteint la force portante nécessaire ;
- De remplissage des espaces vides et de réparation des fuites de bentonite engagés du fait que les pieux ou les éléments de fondation n'ont pas résisté à l'essai de portance ou n'ont pas atteint la force portante nécessaire ;

Sauf si ces frais sont consécutifs à un sinistre garanti au titre de la garantie des Dommages matériels à l'ouvrage. La présente clause ne s'applique pas aux pertes et dommages causés par les risques naturels."

Les dommages de nature esthétique tels que des tags, rayures, ébréchures ou écaillages ;

Toutes pertes ou dommages subis par les appareils de navigation aérienne, maritime ou fluviale, les embarcations et tous engins flottants, les véhicules terrestres, les engins et matériel de chantier ;

Les dommages causés par la présence d'engins explosifs en l'absence de campagne de détection ;

Les dommages matériels et immatériels, les frais et pertes et les pertes d'exploitation, qui sont la conséquence d'une épidémie, d'une pandémie, d'une épizootie, d'une maladie infectieuse, ainsi que d'une mesure administrative ou sanitaire, d'une fermeture totale ou partielle, ou à l'impossibilité ou la difficulté d'accès qui résultent de ces événements. Sont également exclus les frais engagés et /ou les pertes subies pour prévenir, contrôler, et/ou éradiquer une épidémie, une pandémie, une épizootie, ou toute autre maladie infectieuse. Par « maladie infectieuse », on entend une affection contagieuse résultant d'un organisme vivant ou non tels que virus, bactérie, parasite, champignon ou prion, transmis ou propagé directement ou indirectement par des individus, plantes, animaux, voie aérienne, eau, ou par des hôtes ou vecteurs inanimés ;

Les sinistres survenus et connus des assurés antérieurement à la date de notification du marché d'assurance ;

Les dommages résultant des effets de l'usure normale, d'un défaut d'entretien ou d'un usage anormal ;

Les dommages à caractère répétitif, à savoir lorsque l'assuré n'a pas pris les mesures nécessaires pour éviter le renouvellement de dommages sur des ouvrages réalisés postérieurement à la survenance d'un premier sinistre ayant la même cause et pour lesquels les mesures correctives issues de l'expertise du sinistre n'auraient pas été mises en œuvre ;

Les dommages, frais et pertes (y compris pertes d'exploitation) qui sont la conséquence :

- De la défaillance, de l'inadaptation, de la mauvaise conception ou de la mauvaise utilisation (par erreur ou malveillance) d'un programme informatique ou d'un ensemble de programme informatique ;
- De la réduction ou de la perte de la capacité à utiliser ou exploiter tout système informatique, tout réseau informatique ou toute donnée ;
- De l'accès à, du traitement, de la transmission, du stockage ou de l'utilisation de toute donnée ;
- De l'impossibilité d'accéder à, de traiter, de transmettre, de stocker ou d'utiliser toute donnée ;
- De toute menace ou tromperie en relation avec tout système informatique, tout réseau informatique ou toute donnée ;
- Des atteintes ou menace d'atteinte à l'authenticité, l'intégrité ou à la confidentialité des informations ou données.

Au sens de la présente exclusion :

« Donnée » désigne toute information utilisée, consultée, traitée, transmise ou stockée par un système informatique.

« Système informatique » désigne tout ordinateur, tout matériel, tout logiciel, toute application, tout processus, tout code, tout programme, toute technologie de l'information, tout système de communication ou tout appareil électronique détenu/possédé ou exploité par l'assuré original ou par toute autre partie. Cela inclut toute entrée, sortie ou tout périphérique ou système de stockage de données, équipement de réseau ou service de sauvegarde associés.

« Réseau informatique » désigne un groupe de systèmes informatiques ou d'autres appareils électroniques ou services de réseaux connectés par le biais des technologies de l'information, y compris internet, l'intranet ou les réseaux virtuels privés (VPN), autorisant les appareils ou dispositifs informatiques interconnectés à échanger des données.

Les dommages résultant de recherches expérimentales pour autant qu'il ne s'agit pas d'une ATEX validée et dont l'assureur aurait eu connaissances préalablement à sa mise en œuvre ;

Les dommages subis par les biens ayant motivé des réserves du maître d'œuvre, du bureau de contrôle, du maître de l'ouvrage ou BET, lorsque le sinistre trouve son origine dans l'objet même de ces réserves, tant que celles-ci n'auront pas été levées ;

Les pertes ou dommages de toutes nature aux informations sur tous supports informatiques (y compris en cours de transmission et de traitement) ou non informatiques ainsi que les frais et pertes (y compris les pertes d'exploitation) qui en résultent, et ce quelle qu'en soit la cause, l'origine ou la manifestation.

Les pertes ou dommages dus à l'usure, la corrosion, la rouille, ou une détérioration progressive, ou à des rayures sur des surfaces peintes ou polies ; étant entendu que restent garantis :

Les pertes ou dommages extérieurs à la partie directement atteinte par ledit phénomène progressif qui en est à l'origine ;

Les pertes ou dommages même directs consécutifs à un événement accidentel ;

Les frais exposés en vue de corriger un défaut de conception, de matière ou une malfaçon, une panne ou un dérangement mécanique ou électrique, de rectifier des vices de plans, de mettre les biens assurés en conformité avec les spécifications techniques du marché ou avec les prescriptions des textes légaux, réglementaires ou normatifs, ainsi que tous frais exposés en vue d'améliorer ou de modifier la conception, la matière ou la malfaçon ou d'apporter un perfectionnement quelconque. Il est entendu que la garantie couvrira les frais de réparation ou de remplacement des biens assurés, les pertes physiques ou dommages matériels qui résulteraient des défauts de conception, matière ou malfaçon, panne ou dérangement, vices de plans, y compris la partie défectueuse ou brisée elle-même ;

- Sont exclus tous dommages d'incendie, foudre, explosion, couverts ou non par une police "multirisques" sur les parties réceptionnées, ainsi que ceux résultant des secours ou des mesures prises pour circonscrire ces événements.

3.8.2 Exclusions de la garantie « Attentats et actes de terrorisme (loi 2006-64 du 23/01/2006) :

En complément des exclusions ci-avant ne sont pas garantis :

- Le paiement des dommages résultant de vols et pillages commis à l'occasion d'un attentat ou un acte de terrorisme ;
- Le paiement des frais de décontamination des déblais, leur confinement et les frais nécessaires à ces opérations.

3.8.3 Exclusions de la garantie de maintenance :

- Sont exclus les pertes ou dommages atteignant les biens assurés et résultant d'incendie, de la foudre ou d'une explosion ainsi que ceux résultant des secours ou des mesures prises pour circonscrire ces événements.
- Sont exclus les dommages à l'ouvrage de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au titre de l'article 1792 et suivants et 1792-4-1 du code civil.

- Sont exclus les dommages et risques liés à l'occupation des locaux, l'exploitation des biens par le pouvoir adjudicateur ou toute autre personne.

3.8.4 Exclusions spécifiques à la garantie existants

- Sont exclus les pertes ou dommages matériels subis par les existants qui résulteraient de leur vice propre ou relevant de garanties en vigueur souscrite par le maître d'ouvrage Vinci Immobilier Aménagement, auprès de qui les immeubles ont été acquis par un contrat de VEFA signé le 16/12/2021.

3.9 **Montant des Garanties**

3.9.1 Dommmages matériels à l'ouvrage

Au titre de la garantie des Dommages matériels à l'ouvrage, est garanti le paiement de toutes pertes physiques ou tous dommages matériels atteignant les Travaux neufs de l'opération.

Les garanties s'exercent à hauteur du montant prévisionnel total toutes taxes comprises de l'opération de construction, y compris honoraires, déclaré par le souscripteur à la souscription du contrat.

La franchise s'applique par sinistre. Constitue un seul et même sinistre l'ensemble des pertes ou dommages matériels consécutifs à un même ou résultant d'une même cause technique. Etant entendu qu'une seule franchise sera applicable en cas de dommages atteignant à la fois les biens assurés et les biens existants assurés.

L'indemnité sera versée au Maître de l'ouvrage minorée du montant défini ci-dessus

3.9.2 Dommmages aux existants

Pendant toute la période de travaux, le montant de garantie des dommages pouvant survenir aux existants est fixé à la somme de 2.500.000 € épuisables au titre de cette garantie pour tout dommage consécutifs aux travaux en cours.

Est couvert le paiement de tous dommages matériels subis aux existants et directement consécutifs aux travaux exécutés et ne résultant pas des propres défauts de ces ouvrages lesquels sont garantis par ailleurs au titre des assurances décennales et professionnelles souscrites antérieurement par Vinci Immobilier.

Au-delà des 2 500 000, le contrat multirisque relatif aux bâtiments existants souscrit dans le cadre du lot n°3 aura vocation à intervenir en complément et/ou à défaut de la présente garantie, ce dans les limites et exclusions des garanties du lot n°3.

3.9.3 Autres garanties

- Mesures conservatoires d'urgence, frais de réparation provisoire : **160 000 €**
- Frais supplémentaires de transport accéléré: à concurrence du montant des frais sans pouvoir excéder la somme épuisable de **160.000 €**
- Honoraires d'expert et/ou d'assistance du maître de l'ouvrage : à concurrence de **40 000 €** épuisables pour la durée de la garantie;
- Plans et dessins sur support informatique ou non: à concurrence de **40 000 €** épuisables pour la durée de la garantie;

Définition des garanties « Transport terrestre » :

- Transport terrestre : sont garantis toutes pertes ou dommages subis par les biens assurés neufs en cours de transport terrestre en France métropolitaine, à l'exclusion des transports maritimes, fluviaux ou aériens, entre les lieux de stockage hors site et le site du chantier.
-

3.10 Franchise

La franchise s'élève à 30.000 €.

4 GARANTIE DE « RESPONSABILITE CIVILE EN COURS DE CHANTIER »

L'objectif de cette assurance est de pouvoir régler les sinistres rapidement, sans multiples expertises quant à la recherche des responsabilités, puisque l'ensemble des intervenants à la qualité d'Assuré et qu'il y a un seul Assureur.

Il est précisé toutefois que la protection de ce contrat d'assurance sera complétée par celle apportée par les contrats d'assurance de responsabilité Civile Générale et Professionnelle annuelle que devront détenir les différents intervenants à l'opération.

Cette RC Chantier intervient au seul bénéfice des assurés de la présente police. Les co-intervenants susceptibles d'intervenir au cours de la période de construction devront disposer de leurs propres garanties.

4.1 Assurés

Le souscripteur et l'ensemble des intervenants (personne morale ou physique) à l'opération aura la qualité d'Assuré.

4.2 Bénéficiaires

Les bénéficiaires des indemnités seront les tiers lésés.

4.3 Étendue de la garantie

Ce type d'assurance garantit le paiement des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'Assuré, imputable à l'exécution de l'opération de construction et trouvant son origine sur le site du chantier, quand des dommages matériels, immatériels ou corporels sont occasionnés à des tiers. La garantie est apportée quel que soit le fondement juridique sur lequel la responsabilité de l'assuré est engagée.

Les Assurés ont par ailleurs la qualité de tiers entre eux pour les dommages corporels. Les dommages matériels et immatériels entre assurés seront couverts par les polices RC de chaque intervenant.

Les exclusions de ces polices sont les suivantes : les risques nucléaires, guerres civile ou étrangère, attentats/terrorisme, fait intentionnel causé par les représentants légaux de l'Assuré ou avec leur complicité, les risques liés à l'amiante, le plomb et/ou les formaldéhydes, les dommages causés par des aéronefs, les responsabilités locatives, les dommages causés par des véhicules relevant de l'obligation légale d'assurance, les pertes ou dommages garantis au titre de la T.R.C, les dommages aux biens appartenant aux Assurés, les dommages relevant de la responsabilité décennale, les pénalités contractuelles, les atteintes à l'environnement non accidentelles, les amendes et condamnations pénales, la responsabilité des mandataires sociaux, les dommages pour lesquels la responsabilité de l'Assuré serait recherchée en sa qualité de commettant envers ses préposés, salariés ou non, dans l'exercice de leur fonction professionnelle, les sinistres survenus et connus des assurés antérieurement à la date de notification du marché d'assurance.

Ces exclusions sont complétées par les exclusions des Conditions Générales et Convention Spéciale de l'Assureur.

4.4 Période d'assurance

Cette assurance trouvera application à compter de la notification au titulaire de l'ordre de service de démarrage. Les délais relatifs au présent lot courent dès la communication de l'ordre de service de démarrage communiqué par le MOA à l'assureur jusqu'à la date de réception dite prévisionnelle de l'ouvrage augmenté de la période relative à la garantie « maintenance visite », étant précisé qu'une garantie subséquente conforme à la Loi n° 3003-706 du 1er août 2003 et à son décret d'application de novembre 2004 sera intégrée.

4.5 Montant de la Garantie

10 000 000 € par sinistre Tous Dommages Confondus avec les sous-limitations suivantes :

- Dommages Immatériels Non Consécutifs : **1 500 000 €** par sinistre
- Atteinte accidentelle à l'environnement : **500 000 €** épuisable

L'indemnité est régie franchise déduite, laquelle s'élève à 10.000 € par sinistre pour les dommages matériels et immatériels sans établissement des responsabilités. Il n'y aura pas de franchise pour les dommages corporels.

5 CONVENTIONS

5.1 Arrêt de chantier

Indépendamment du maintien des garanties du fait d'un allongement global des délais, les garanties demeurent acquises à l'Assuré en cas d'arrêt partiel ou total non définitif des travaux qui serait dû à des intempéries ou à des congés annuels.

Si cet arrêt est provoqué par une autre cause, la garantie demeure acquise pendant une durée de deux mois sous réserve de la déclaration de l'arrêt et des mesures prises pour la mise en sécurité du chantier dans les 30 jours suivant la date de l'arrêt, prolongeable au-delà sur demande de l'Assuré qui devra préalablement informer complètement l'Assureur des raisons de cet arrêt et des dispositions particulières qui sont prises sur le chantier au cours de cet arrêt.

Au-delà de deux mois, les garanties pourront éventuellement être prorogées après accord du Souscripteur sur des conditions de prolongation fixées par l'Assureur.

En cas d'arrêt total définitif du chantier, le souscripteur a le devoir d'en informer l'assureur dans un délai maximum de 15 jours après quoi la police pourra être résiliée. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et la prime définitive due à l'Assureur résultera de l'application au prorata temporis du taux de prime prévu au contrat sur la valeur des travaux exécutés à la date de l'arrêt définitif.

5.2 Abrogation de la règle proportionnelle

Il est convenu que les dispositions de l'article L.121-5 du Code des assurances ne peuvent être invoquées et ce dans la mesure où l'assuré s'engage à déclarer à l'Assureur le montant total définitif de l'ouvrage assuré et à régler le complément de cotisation en résultant.

5.3 Reconstitution de garantie

La garantie est réduite de plein droit, après sinistre, du montant de l'indemnité correspondante.

Le montant de cette garantie pourra être rétabli sur demande formulée par lettre recommandée par le Maître de l'ouvrage, celui-ci s'engageant à payer à la date de reconstitution une prime complémentaire fixée d'un commun accord entre les parties.

5.4 Clause des 72 Heures

Pour l'application de la franchise prévue à la police, toutes pertes ou dommages causés par des événements naturels tels que tempête, inondation, tremblement de terre ou résultant de glissement de terrain, effondrement ou autre mouvement de terrain relatifs aux dits événements, survenant pendant toute périodes de 72 heures consécutives et ayant comme origine le même fait générateur, seront considérés comme constituant un seul et même sinistre et taxables d'une seule franchise. Le Maître de l'ouvrage sera libre de déterminer par eux-mêmes le début de cette période de 72 heures mais en cas de dommages s'étalant sur une période plus longue, il ne pourra pas y avoir chevauchement de deux ou plusieurs périodes de 72 heures.

Rien de ce qui précède ne saurait être interprété comme limitant son droit d'être indemnisé sous déduction d'une seule franchise en cas de sinistre causé par la survenance d'un événement naturel tel que défini ci-dessus dont les effets se prolongent sans interruption sur une période de plus de 72 heures.

5.5 Règlement des sinistres

Dès la survenance d'événements susceptibles de mettre en jeu les garanties du contrat, le Maître d'ouvrage doit informer l'Assureur dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans un délai de dix jours et prendre toutes dispositions utiles pour protéger les biens assurés.

Pour les sinistres mettant en Jeu la garantie « vol », le délai de déclaration est ramené à cinq Jours. La déclaration doit être accompagnée d'une copie du récépissé du dépôt de plainte.

L'Assureur s'engage à instruire immédiatement le sinistre sur la base du rapport déposé par les experts et à verser l'indemnité correspondante au coût de la réparation.

Si à la suite d'un sinistre indemnisable, la réparation, la remise en état, le remplacement ou la reconstruction à l'identique n'est pas possible, l'assureur accepte d'indemniser l'assuré sur la base des frais réellement engagés, dans la mesure où ceux-ci ne dépassent pas 130% du coût qu'aurait représenté la réparation, la remise en état, le remplacement ou la reconstruction à l'identique.

Un processus de gestion sera soumis au cours de la réunion de lancement prévue dans le cadre du CCAP.